

John Kerry plaide en faveur d'une mobilisation mondiale urgente

Dossier de la rédaction de H2o
March 2014

La menace du changement climatique est réelle, et le coût de l'inaction dépasse celui des investissements dans la recherche de solutions : tel a été le message du secrétaire d'État John Kerry dans un discours prononcé à Jakarta (Indonésie) le 16 février devant un parterre d'étudiants, de dirigeants de la société civile et de responsables gouvernementaux.

Pour le secrétaire d'État, le changement climatique compromet la sécurité et la prospérité mondiales au même titre que le terrorisme, les épidémies, la pauvreté et la prolifération des armes de destruction massive. Son impact sur les économies des pays, l'environnement et la vie des êtres humains s'accroît à une vitesse alarmante, et il ne va pas s'atténuer si l'on ne prend pas de mesures maintenant pour le combattre, a insisté le secrétaire d'État. Malgré les avertissements des scientifiques qui se multiplient depuis plus de 25 ans, et avec eux les appels à prendre des mesures énergiques pour contrer cette menace, les pays ne se sont pas encore mobilisés avec l'urgence nécessaire. "La science est sans équivoque. Et ceux qui refusent de le croire pratiquent tout simplement la politique de l'autruche", a déclaré John Kerry, pour qui "le coût des inondations, le coût de la sécheresse, le coût de la famine, le coût des soins de santé, le coût de la lutte contre ce défi sont nettement inférieurs (...) à ceux de l'inaction." Le secrétaire d'État a cité certaines catastrophes naturelles récentes - inondations et typhons - qui ont frappé l'Asie de l'Est et le Pacifique et dont les répercussions se sont fait sentir sur le commerce, l'agriculture, la pêche et la vie quotidienne. Les scientifiques spécialistes de l'environnement ont tiré la sonnette d'alarme, notant que le changement climatique entraîne un cortège de conséquences extrêmes, dont des périodes de sécheresse, des incendies de forêt, la montée du niveau des mers, la fonte de la glace polaire et l'extinction de certaines espèces animales. Les études scientifiques menées depuis plus de 75 ans sont formelles : les émissions de gaz carbonique et d'autres gaz à effet de serre piègent la chaleur du soleil dans l'atmosphère, ce qui modifie le climat. Les sources d'énergie sur lesquelles les pays comptent depuis des dizaines et des dizaines d'années pour alimenter leurs voitures en carburant et chauffer leurs logements - comme le pétrole et le charbon - sont en grande partie responsables de la production de ces gaz à effet de serre, a dit John Kerry. Qui plus est, a-t-il ajouté, les émissions liées au déboisement et à l'agriculture contribuent pour une bonne part à la pollution par le carbone. "Si nous continuons d'avancer sur la même voie qu'aujourd'hui, le monde tel que nous le connaissons changera - et il changera de façon spectaculaire et pour le pire", a-t-il averti.

Ceci dit, le secrétaire d'État a souligné que la communauté mondiale avait encore le temps de réduire considérablement ses émissions de gaz à effet de serre et d'empêcher les pires conséquences du changement climatique de se matérialiser. La solution réside dans l'adoption de nouvelles politiques énergétiques mondiales qui vont privilégier les technologies et les sources propres et respectueuses de l'environnement, au détriment

des énergies fossiles, a-t-il expliqué. Grâce au plan d'action du président Obama sur le climat, les États-Unis sont en bonne voie pour honorer leurs engagements internationaux relatifs à la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, s'est félicité John Kerry, qui a précisé qu'ils ciblaient les plus grandes sources de pollution - le secteur des transports et celui de la production d'électricité -, celles qui représentent plus de 60 % des gaz à effet de serre d'ici 2020. En outre, a rappelé le secrétaire d'État, le président a mis en place des normes imposant la réduction de moitié de la consommation des voitures aux États-Unis. Les États-Unis ont également proposé des règlements imposant la réduction des émissions de carbone d'ici 2020 par les nouvelles centrales, et des règlements du même ordre sont également prévus pour limiter celles qui proviennent des centrales d'ici 2020 en service.

John Kerry a mentionné l'assistance des États-Unis à leurs partenaires internationaux, dont l'Indonésie, qui bénéficie d'un programme de la MCC (Millennium Challenge Corporation) doté d'une enveloppe de 332 millions de dollars, dit "Prosperité verte", et dont le but est de pallier le déboisement et de soutenir l'innovation dans l'énergie propre. Par ailleurs, les États-Unis et la Chine ont publié une déclaration conjointe le 15 février dans laquelle ils s'engagent à honorer leurs engagements en matière de réduction des gaz à effet de serre, de réduction des émissions produites par les véhicules et d'amélioration de l'efficacité énergétique des immeubles, pour ne citer que ces exemples. En 2013, la Chine et les États-Unis ont lancé le groupe de travail États-Unis-Chine sur le climat, qui a pour tâche de formuler des stratégies et des méthodes de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les secteurs les plus polluants.

Merle David Kellerhals Jr., IIP Digital (Washington) - 18-02-2014